

En hausse
Les Bourses émergentes

Malgré la crise, les Bourses du Brésil, de Russie et de Chine émergentes ont dépassé le janvier, des hausses respectives de 7,8%, 14,1% et 27,4%. Celle de l'Inde stagne à -0,34%

En baisse
Le port de Marseille

Le trafic de marchandises a chuté de 24% en janvier par rapport au même mois de 2008. Le premier port français, quatrième en Europe connaît son plus bas niveau d'activité en dix ans

- 50 % La baisse de la production dans les usines européennes de Renault au quatrième trimestre 2008. Le pire est derrière nous en matière de production, a déclaré Patrick Pelata, le directeur général, lors de la présentation des résultats

La crise

La France connaît la pire récession depuis 1945

L'activité a chuté de 1,2 % au quatrième trimestre 2008. Le recul sera d'au moins 1 % en 2009, selon M^{me} Lagarde

La France a été durement rattrapée par la crise économique au quatrième trimestre 2008 : le produit intérieur brut (PIB) a reculé de 1,2 en volume, a annoncé dès jeudi 11 février l'Insee après la rupture de embargo décidé par le Comité de Défense de la statistique publique (CDSP) hostile à la déclassification d'une partie de la profession à Metz.

Ce chiffre n'est pas seulement « très mauvais » comme la ministre de l'économie Christine Lagarde l'avait relevé mercredi sur Canal+, il est historique. Il fait remonter au quatrième trimestre de 1974 (-1,6 %) pour trouver un décrochage comparable par sa brutalité.

Sur l'ensemble de l'année 2008, le PIB a aura finalement augmenté de 0,7 %, après + 2,1 % en 2007. Le ralentissement des données va continuer avec un ancre de croissance négatif de -0,9 % à la fin 2008. L'année 2009 a mal commencé. Dans un communiqué publié jeudi soir, M^{me} Lagarde en a immédiatement fait les conséquences.

« L'activité en France devrait être inférieure à -1 %, a-t-elle estimé révisant ainsi de manière dracoenne sa prévision de croissance pour 2009 (de 0,4 % à +0,5 %). La ministre détaillera les nouvelles hypothèses macroéconomiques en mars. Mais elle a d'ores et déjà admis, après la transaction euro-

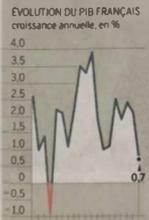
perenne (le Fonds monétaire international (FMI) et nombre de conjoncturistes, que la récession de 2009 sera d'un ampleur supérieure à celle de 1993 (-0,9 %) et celle de 1974 (-1 %) consécutive à la première crise pétrolière. « Ce pourrait être la pire depuis 1945 après guerre.

Comme toutes les enquêtes sur le climat des affaires et tous les indicateurs d'activité le laissent prévoir, le décrochage du PIB depuis octobre a été violent. Ce constat vaut particulièrement pour l'industrie. L'activité industrielle (hors énergie et agroalimentaire) a reculé de 8,6 % au troisième trimestre 2008 par rapport aux trois mois précédents. Dans l'industrie automobile, qui a entraîné dans son sillage une partie de la production de biens intermédiaires, la chute spectaculaire a atteint 33,5 %.

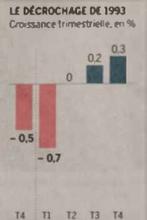
« Petits signes à positifs

Le décrochage massif auquel ont procédé les entreprises depuis octobre a contribué à la contraction de l'activité à hauteur de 0,2 point et la chute du commerce extérieur de 0,3 point sur l'année 2008. L'investissement des ménages a baissé et celui des entreprises nettement ralenti. La consommation

Un décrochage brutal au quatrième trimestre



LE DÉCROCHAGE DE 1993



des ménages a mieux résisté en hausse de 0,5 % au quatrième trimestre, elle a déclaré sans s'efforcer. « Au vu des enquêtes déjà disponibles pour janvier », indique Eric Dubois, responsable du département conjoncture de l'Insee, le PIB devrait continuer à se contracter au premier trimestre.

Dans une longue panorama quelques « petits signes » positifs peuvent être mentionnés. Les différents indicateurs de conjonctures publiés en janvier restent mauvais mais ils ne traduisent pas de nou-

velle détérioration, fait valoir M. Dubois. Son collègue de Coe Recodec Denis Ferrand, relève que les conditions de crédit ont cessé de se durcir. Il note la stabilisation du cours des matières premières, la poursuite de la dette des taux d'intérêt et le fait que les taux de fret maritime sont restés à la hausse. « Le climat reste très noir mais il ne semble plus se dégrader. Il est possible que nous ayons passé le pic du stress financier », résume-t-il.

Compte tenu de l'ensemble de

ces paramètres, aucun rebond n'est attendu avant l'été, le deuxième semestre 2009. La mise en œuvre du plan de relance de Barack Obama aux États-Unis et les actions des banques centrales en faveur d'un assouplissement du crédit pourraient, observe M. Dubois, aider à la reprise. Le Bureau fédéral américain s'est lancé dans l'achat de billets de trésorerie des entreprises et le Banquet central européenne (BCE) y réfléchit. ■

CLAUDE GUELAUD

Baisse record du PIB allemand au quatrième trimestre

L'Allemagne s'enfonce dans la récession : son produit intérieur brut a diminué de 2,3 % au quatrième trimestre 2008, a annoncé ce l'Office fédéral de la statistique. C'est un recul sans précédent depuis la déflation de 1990. L'économie allemande a généralement tiré par ses exportations, souffra d'une très forte baisse des commandes de l'industrie et de la production.

Le recul de la demande globale a affecté l'ensemble des entreprises européennes, note l'Insee dans deux enquêtes publiées le 11 février. En janvier, l'indicateur synthétique du climat des affaires en zone euro s'est répliqué mais moins fortement qu'en octobre. Les industriels européens, pourtant, « assurent que les commandes de commandes continuent de se dégrader

Lettre d'universitaires de Paris II (Panthéon-Assas)

Monsieur le Président de la République,

L'indépendance des universitaires, consacrée par le Conseil constitutionnel, ne constitue pas un privilège : elle assure la liberté et la fécondité de l'enseignement et de la recherche.

C'est pour garantir cette indépendance que le déroulement de la carrière des universitaires dépend d'un conseil national, composé de pairs, et organisé discipline par discipline.

Le Ministre de l'enseignement supérieur et de la recherche entend désormais le placer entre les mains des présidents d'université et de leur conseil d'administration. C'est confier à un physicien le soin de juger les justes et inviter un biologiste à évaluer des travaux de littérature médiévale. C'est aussi confier aux présidents d'université un pouvoir étranger à leurs aptitudes réelles et favoriser le développement d'un localisme qui risque d'exclure les meilleurs.

Le Ministre propose l'élaboration d'une « charte des bonnes pratiques » à l'usage des présidents. Comment mieux reconnaître les vices du statut qui on veut imposer ? Chercher à remédier par un texte dépourvu de valeur juridique est inacceptable alors qu'une liberté constitutionnelle est en cause.

Le principe d'une évaluation n'est pas contesté ; tout dans nos activités en dépend déjà, et c'est légitime. recatement, avancement, reconnaissance des centres de recherche auxquels nous appartenons. Ce que nous refusons en revanche, c'est que la gestion de notre activité universitaire et notre service puissent dépendre de la décision d'un seul homme entouré d'un conseil trop restreint.

Monsieur le Président de la République, l'Université a, avec des moyens chichement mesurés, tenu le pan de la démocratisation de l'enseignement supérieur. Elle mérite mieux que cette capitalisation d'un autre âge. C'est l'avenir de la jeunesse qui est en jeu.

La liste des universitaires qui ont souscrit à ce message peut être consultée sur www.u-paris2.fr

Les cadres seraient surtout touchés par le chômage longue durée d'ici à 2013

La baisse des recrutements sera prononcée en 2009

Moins 17 % pour les recrutements en 2009, stagnation jusqu'en 2013. Les cadres sont particulièrement touchés par la crise.

Selon les chiffres publiés par l'Association pour l'emploi des cadres (APEC), jeudi 11 février, le « coup de frein » sur le marché de l'emploi des cadres est brutal et le recrutement est dans les années 2010, 2011 et 2012 devrait être comparable à ce que nous avons connu en 2003 après « l'effacement de la bulle Internet ». L'enquête annuelle de l'APEC, « Panel », effectuée auprès de 11 000 entreprises du secteur privé, laisse entrevoir des prévisions en baisse mais qui restent à bon niveau. Les 320 000 recrutements de cadres en 2008 (soit les trois huitièmes moins de l'année précédente) tombent à 267 000 en 2009, un niveau qui se maintiendrait durant trois ans.

« Je m'attendais à peu », analyse lady Chatelet, le directeur général de l'APEC. « Sur ce point, mais le niveau de recrutement reste soutenable pour un total de 2,3 millions de cadres en activité. Notre perspective vaient plutôt de la stagnation de la période difficile à trouver à l'avenir ».

Les cadres sont plus menacés par un risque de chômage longue durée que par un chômage massif. La rapidité et le taux de



retour à l'emploi vont se dégrader pour les cadres au chômage. Actuellement, explique M. Chatelet, on doit attendre deux mois de chômage, 28 % des cadres sont plus retrouvés d'emploi, un chiffre qui pourrait monter à 35 ou 40 %.

Résistance relative

Cette immobilité relative s'explique par le fait que les premiers touchés par la crise ont été l'industrie et les services. Les investissements ont baissé, mais les entreprises à devoir recruter des ingénieurs, des techniciens alors que, bon souvent, leurs effectifs diminuent. « L'emploi des cadres est porté par l'investissement », explique M. Chatelet. Si elles trouvent des financements, il n'y aura pas trop de problèmes.

Pour Patrick Morau, directeur « l'équipe » cadre de Pôle emploi à Montpellier, « les cadres savent que ce sera difficile, ils sont plutôt à la recherche de l'emploi plus que les autres ». Mais les offres de l'emploi pour les cadres sont en baisse de 10 % avec une hausse légère du nombre de cadres inscrits au chômage », explique M. Morau.

son homologue à Marseille, Marie-Luce Guis, constate un phénomène nouveau : alors que les cadres sont plus qu'ailleurs, plus que les autres, en voie de plus en plus qui viennent pour se renseigner sur le marché du travail, ils souhaitent éventuellement se repositionner alors qu'ils ont encore un emploi », explique M^{me} Guis. Un signe d'inquiétude et de fébrilité. ■

Rémi Barrouz

La crise

Faut-il relancer massivement la consommation ?

De plus en plus d'experts estiment que les Etats doivent désormais aider financièrement les ménages pour qu'ils se remettent à dépenser

Face à la déterioration rapide de la situation économique, il faut à l'envie du chômage et du retour de troubles sociaux qu'en découle. Les dirigeants des grands pays industriels s'en préoccupent. Barack Obama a évoqué les « crises de confiance » dans une crise qui, elle-même, pourrait se révéler, impossible à renverser. Comment éviter la catastrophe ? Les économistes de tous bords libéraux comme keynésiens, sont de plus en plus nombreux à penser que le salut de l'économie mondiale passe par une relance massive de la consommation. L'influent editorialiste du Financial Times Martin Wolf recommande « de tout faire pour inverser l'effondrement actuel de la demande plutôt que de s'attacher à reformer l'architecture mondiale ». D'y consacrer des moyens croissants : « Le temps venu de lancer une opération choc et stupéur », estime-t-il. Cette analyse part du constat que les autres outils utilisés pour redynamiser l'économie ne répondent plus à l'urgence de la situation. On ne peut compter que sur le soutien monétaire. Non seulement la marge de manœuvre dans ce domaine est presque épuisée - les taux se situent à des niveaux sans précédent - mais de plus en plus de pays se rapprochent de zéro pourcentage aux Etats Unis ou Japon - mais ont aussi des délais de diffusion des assouplissements monétaires si longs qu'ils risquent de s'être dilués huit mois plus en de-

même pour les politiques d'investissement, comme celle qui prévaut en France, au cours de laquelle les bénéfices, mais peu efficaces à court terme. Les économistes estiment aussi que ce n'est plus, aujourd'hui, la crise dans le crédit qui est au cœur des difficultés actuelles, mais bien l'effondrement de l'économie réelle, avec la baisse simultanée de la consommation, de la production industrielle et des échanges commerciaux internationaux. C'est là qu'il faut agir, favoriser, par exemple, l'achat.

« Il faut inverser la tendance, provoquer le choc et la stupeur »
Martin Wolf
Editorialiste au Financial Times a d'automobiles permettraient aux constructeurs de remplir leurs carter de commandes. Donc de retrouver au plus vite leurs usines de stopper le chômage technique et de diriger les licenciements et de rendre, par ricochet, du travail à tous les équipages. Grâce au consommateur, pour lui ainsi s'enclencher un cercle vertueux. Stimuler la consommation dans les pays occidentaux serait aussi un moyen de redyna-

miser sur les exportations. L'économie de la Chine, atelier du monde et de la guerre civile, le chaos social que certains lui promettent. « Il faut aller vite, mettre fin à l'angoisse des consommateurs. S'ils pensent que la crise va durer, ils vont paniquer et la pression se transformera en dépression », estime Romain Ranciere, professeur à l'école d'économie de Paris en poste à Washington. Le problème est de savoir comment déclencher les ménages l'envie de consommer à nouveau. Ils sont aujourd'hui paralysés par l'avenir, par la peur de perdre leur emploi et leurs revenus. « Une série de mesures que les Etats « subventionnent » directement leur consommation. C'est ce qu'on fait récemment les autorités taiwanaises en distribuant à 23 millions de citoyens des coupons de 1.600 dollars taiwanais (80 euros) », le président Ma Ying-jeou, ajoute. Au même titre, domine l'exemple en faisant son shopping devant les caméras de télévision. C'est aussi ce que fait l'administration algérienne en offrant des coupons de 200 dinars (environ 100 euros) de dégrèvements d'impôt de 800 à 1.600 dollars au corder, aux ménages américains. Une autre incitation à acheter consiste à baisser la TVA comme l'a fait le Royaume Uni. « Nous comprenons l'urgence de la situation de la crise de telles mesures devraient être massives pour espé-



Il faut redonner l'envie de dépenser à des ménages aujourd'hui paralysés. THIERRY FASQUET/SIGNATURES

lever la tendance. Provoquer le choc et la stupeur » chez le consommateur. Par exemple, en étonnant de façon peu et simple l'impôt sur le revenu pour l'année en cours. « Dans cette crise, il est plus dangereux de ne faire trop que de rien faire trop », admet le conseiller économique de la Maison Blanche Lawrence Summers.

Mais un plan de relance de la consommation, trop ambitieux, synonyme d'envolée des déficits publics, pourrait aussi effrayer le « consommateur contribuable ». Au lieu de dépenser l'argent reçu, il pourrait choisir de le mettre de côté, par précaution, redoutant de futures hausses d'impôts pour financer l'Etat. Selon un sondage

CNS 55 % des Américains jugent déjà le plan de relance de Obama trop coûteux. Interrogé lundi sur le fait de savoir si les gens devraient davantage consommer ou épargner avec ce plan, le président des Etats Unis n'a pas souhaité répondre. **Pierre Antoine Delhomme et Claire Gattais**

Cinq pistes pour pousser les ménages à acheter à nouveau

COMMENT relancer la consommation ? Comment, dans un climat économique morose et incertain, inciter des ménages à acheter une nouvelle voiture, une machine à laver, des vêtements ? Les économistes s'accrochent de plus en plus sur l'extrême nécessité de donner un coup de boost à l'économie en stimulant la consommation. Les conseils pour y parvenir sont divers : « Aucune solution n'est parfaite », estime Alain Sapin, secrétaire adjoint à l'économie et à la consommation (ministère de l'Énergie).

Distribuer des bons d'achat. Il s'agit de la mesure la plus efficace à mettre en place. L'Etat offre aux citoyens des sortes de « chèques cadeaux » valables pendant une durée déterminée. L'avis a mis en place avec succès en 2008, tandis que les Etats Unis proposent d'offrir un bon d'achat à chacun de 100 dollars (124 milliards d'euros) à être qu'un frede qui le plan Obama. Cette mesure arien récent : il repose sur ce fait postulat que « l'assainissement des banques illusoires et de la France plan de soutien du secteur bancaire ». Une mesure qui ne peut pas fonctionner, le redressement des banques prendra du temps et le plan Obama n'est pas le secrétaire au Trésor, à l'intelligence de manière distincte mais simultanée et coordonnée.

Ce dispositif est, forcément efficace, car les ménages concernés n'ont d'autres options que de consommer. La mesure est aussi sociale, mais elle ne peut être que transitoire », juge Jean-Louis Mouri, économiste chez Axiat BGC. En outre, le système, faisant intervenir l'administration publique et les acteurs privés, est complexe à mettre en œuvre.

Baisser la TVA. C'est l'option prise par le Royaume-Uni novembre 2008. En diminuant la taxe sur tout ou partie des produits commercialisés, l'Etat espère provoquer une baisse des prix et inciter le consommateur à acheter. « Si la mesure est temporaire, de six mois à un an, elle constitue une aide au consommateur et d'autant plus efficace », estime l'économiste Alain Sapin. Selon lui, l'effet est mécanique : « Réduire de 2 % la TVA ajoute un point de

consommation », calcule-t-il. L'avantage est que la mesure peut être immédiate, précise et coordonnée entre les Etats. Le risque est, cependant, de réduire la pression sur une diminution des prix mais aussi utilisée par les distributeurs pour améliorer leurs marges.

Réduire les impôts directs. « C'est la mesure la plus efficace », estime le plus vif Barack Obama. Mais des baisses d'impôts de l'ordre de 500 dollars par contribuable (3 euros) est de l'ordre de la coupe d'un couple. Avant lui, en janvier 2008, George Bush avait employé la même méthode pour stimuler la demande en offrant de 1.500 dollars de réduction d'impôt. Mais, compte tenu des craintes des consommateurs, ce boniface fiscal incite les contribuables à épargner plutôt qu'à dépenser. Les trois quarts des som-

mes réduites aux contribuables américains en 2008 ont ainsi été mises de côté et l'efficacité de la mesure à date qu'un trimestre la dispose. Il est recommandé par le Fonds monétaire international (FMI), mais peut être optimal, il doit être évasive, générale, opposer un durable et soutenable », indique l'organisation dans un rapport publié en décembre 2008. « Une fois que l'on a dit le mot de généralité, opportunité, car il faut une action immédiate, durable, mais il faut vite dire que quelque temps, comme ça, pour répondre aux craintes de voir s'installer une grande dépression, il faut être en mesure de faire plus, et tenable pour ne pas provoquer d'explosion des déficits publics », précise le FMI.

Améliorer l'économie chômage. La plupart des économistes estiment que l'atone de la

consommation est décuplée par la progression du chômage. La perte d'emploi se traduit par une réduction brutale des revenus et une montée de l'inquiétude des ménages, en particulier dans les pays anglo-saxons où les assurances chômage sont réduites et très limitées dans le temps.

La réduction de la consommation est d'autant plus radicale que le chômage touche et chahote les salaires peu qualifiés qui disposent de peu d'épargne. Améliorer la couverture du chômage, en augmentant les sommes reçues et en allongeant les durées d'indemnités, réduit ce cercle vicieux. « Pour relancer la consommation, il est impératif de soutenir en priorité les victimes du chômage », estime Christian Menegatti, économiste chez BGE Monitor à New York. En France, Jacques Attali est ainsi favorable à une telle mesure : « plus juste socialement »

qu'une relance de la consommation qui juge inefficace.

Augmenter les salaires. Il s'agit du cheval de bataille des syndicats. En France, notamment Fin janvier, la CFDT, CFE-CGC, FT, CGT, FO, FSU, Solidaires, UNSA, ont ainsi « supplié l'Etat sur ses possibilités » pour améliorer le pouvoir d'achat des salariés. La CGT réclame une hausse du salaire minimum de 300 euros brut à 1.600 euros brut.

« Il n'y a rien, ou presque, de relance de la consommation, mais aussi d'assurer le revenu en rééquilibrant le partage des revenus », estime Marjorie Dumas, du groupe CCF. Reste que les entreprises en difficulté, ne ont pas tous les moyens de le faire et la plupart ont au contraire tendance à réduire les coûts, surtout la main d'œuvre. **FIGURE 1**
C G

« Il faut cibler les mesures vers les plus fragiles, les plus touchés par la crise »

Jean-Hervé Lorenzi, président du Cercle des économistes, applaudit les plans américains de sauvetage et de relance

Entretien
Le plan américain de sauvetage des banques vous semble-t-il de nature à relancer la croissance ?
« Je suis enthousiaste. C'est un moment historique. Le nouveau plan de soutien du secteur bancaire est celui de la relance de l'économie, marque une rupture par rapport aux précédents plans de soutien du secteur bancaire. Le plan Obama est une véritable révolution. Il repose sur ce fait postulat que « l'assainissement des banques illusoires et de la France plan de soutien du secteur bancaire ». Une mesure qui ne peut pas fonctionner, le redressement des banques prendra du temps et le plan Obama n'est pas le secrétaire au Trésor, à l'intelligence de manière distincte mais simultanée et coordonnée.

Les trois sujets prioritaires pour les Etats Unis et cela est un nouveau défi : l'appurement des bilans des banques, le financement de l'économie et la relance économique. « L'effort financier sera-t-il suffisant ?
« Si on fait la somme de toutes les dispositions, on mesure l'ampleur de l'effort qui va être consenti. « Les aides au pouvoir d'achat doivent être significatives et concentrées »

die plus de 1.000 milliards de dollars. Il y a aussi les chèques à tous les ménages américains. Mais sur tout, on admire, par l'investissement, la croissance, de demande, l'éducation, la santé, énergie verte. « Un ton vers un changement de société ?
« Si on fait la somme de toutes les dispositions, on mesure l'ampleur de l'effort qui va être consenti. « Les aides au pouvoir d'achat doivent être significatives et concentrées »

« Il faut cibler les mesures vers les plus fragiles, les plus touchés par la crise »
« Il faut cibler les mesures vers les plus fragiles, les plus touchés par la crise »

« Il faut cibler les mesures vers les plus fragiles, les plus touchés par la crise »

« Il faut cibler les mesures vers les plus fragiles, les plus touchés par la crise »

Jean-Hervé Lorenzi, président du Cercle des économistes

Propos recueillis par Anne Michel

A Villacanas, haut lieu castillan de la filière bois, le « miracle des portes » est fini

La petite cité espagnole paie cher l'hyerspécialisation de son industrie. Depuis l'éclatement de la bulle immobilière, les entreprises ferment et le nombre de chômeurs s'accroît

Reportage

Villacanas (Espagne)
Enfances typiques

Dans une arête à horizon Solet qui s'élève, quelques collines, quelques vignes au paysage glacé. Ce fermier d'ici est né à Villacanas, petit bourg espagnol. Rive gauche de la spécialité locale, la porte en bois. Ses usines produisent plus de 70 % des huisseries traditionnelles de toute l'Espagne.

Depuis l'éclatement de la bulle immobilière, la ville paie son hyerspécialisation. Deux entreprises ont fermé en 2008, deux autres sont en cessation de paiement, tout soit tournent au ralenti après avoir déposé. En 2008, sept millions de portes sont annuellement des ateliers de Villacanas. Dans le pays on metait alors en chantier quel que 800 000 logements, plus qu'en Allemagne, au Royaume-Uni et en France réunis.

Cette mano industrie affrait alors 1 500 emplois aux habitants de la région. Aujourd'hui, à peine 300 personnes ont conservé leur job. Les autres combinent le chômage à l'Espagne, devant construire moins de 200 000 logements en 2009. Dans son bureau, le maire toussait de Villacanas, tant les comptes du chômage. « En janvier, il y a eu 80 demandeurs d'emploi de plus que ce qui me mettrait dans le chômage à plein emploi absolu. Le « miracle des portes » avait mené à l'entrée au pays des centaines de familles en Espagne. En 2008, les années 1970, bons salaires, carrières de



La porte en bois, spécialité de Villacanas. (ARCHIVO GARCIA DE PARÍS)

mandés pleins. Et désormais dans les rues du centre des rideaux de fer restent basses, et un restaurant la base une boutique de chaussures

Restructuration
« On finit pas à venir, mais on ne voulait pas le croire » avoue Angel Torales, un ouvrier de 45 ans licencié, ainsi que son épouse, le 1^{er} novembre 2008 quand leur entreprise ferme. Le maire reconnaît que Villacanas a commis la même erreur que le pays tout entier : « en mettant tous ses œufs dans le même panier ». Mais comment implémenter d'autres activités quand la totalité de la main d'œu-

vre était aspirée par les usines de portes. « Des lars, dans l'urgence, il faut restructurer le secteur. L'Association des fabricants de portes de Castille-La Mancha (IAPF) cherche à développer des produits innovants, à hauteur de gamme. Il se tourne également vers l'exportation, alors que 95 % de la production est destinée auparavant au marché intérieur.

De son côté, le maire travaille dans le cadre d'un « plan stratégique » lancé par le gouvernement régional d'Alcalá : « des investissements de nouvelles entreprises, sauf de la construction ». Il propose gratuitement des terrains et toute une série d'avantages.

La main d'œuvre est la Riete a reconvenir, grâce à un programme de formation qui devrait bénéficier à 400 personnes par an avec une promesse d'emploi. Le niveau de formation est point faible de Villacanas et de son arrière pays. L'échéancier y avait de 30, selon le syndicat. Commissions ouvrières. A 16 ans, personne ne voyait l'utilité de poursuivre des études, alors qu'un contrat à durée indéterminée paie à 200 euros par mois (le salaire minimum espagnol est de 624 euros) les attendit.

Etudiant à Madrid, les deux filiales d'Angel Torres font exception. Encore faudra-t-il faire face aux coûts de leurs salaires quand prendront fin les vingt quatre mois d'indemnisation, il reste optative. « J'espère que dans six ans, il aura des chantiers de rénovation, le jour où sera enlevée comme pierre plombar ou hauffeur. Le gouvernement s'attend à fin 2010, 2000 emplois supplémentaires, ce sont plus de milliards d'euros pour stimuler les travaux publics.

« Dans cette région, les gens ne savent pas être au chômage, raconte Santiago Garcia Aranda. Certains préfèrent un contrat de trois mois pour un emploi minimum, plutôt que toucher une aide libre l'indemnité de chômage. « Bienvenue Peter Aranda, 43 ans, est sans emploi - pour la première fois en vingt sept ans. Et pas tout longtemps, jure cet ancien responsable des achats. Avec son fils et ses deux beaux frères, les entreprises ont subi une sévère baisse de chiffre d'affaires en une seule fois, sous forme d'un capital. Ils ont investi dans un appartement à l'intérieur de la ville, ouverte le premier 1^{er} avril à Villacanas et n'a jamais manqué d'essais d'entrée que les entreprises ont fermé. Les nombreux de fabriques de portes ont été fondées, sous l'appellation de coopératives, dans deux ouverts des précédentes crises.

Jean-Jacques Bonneton

Finance

Christine Lagarde prône un meilleur encadrement des hedge funds au G7

La ministre de l'économie Christine Lagarde a réaffirmé vendredi 13 février, à la Commission européenne ses recommandations pour mieux encadrer l'activité des fonds spéculatifs (hedge funds), selon Les Échos et dans un communiqué. Dans un texte qui sera discuté lors du G7 fin février que se tiendra à Rome vendredi 14 février, la ministre recommande d'obliger les fonds à se déclarer auprès des autorités de marchés dans lesquels ils sont commercialisés, à transmettre des informations globales sur leurs activités. Au niveau européen, M^{me} Lagarde envisage un encadrement unique des fonds conu au partage géographique d'informations entre les autorités de contrôle. Une directive européenne pourrait être émise pour encadrer les hedge funds - aucun acteur d'importance systémique ne doit échapper à une surveillance adaptée à son activité. M^{me} Lagarde : l'encadrement des hedge funds revêt, à ce titre, une importance déterminante. - Aujourd'hui, nombre de hedge funds vendus partent sans le moindre des renseignements par défauts, échappent à tout contrôle. Claire Gatinois (E-10-115)

Conjoncture

La production industrielle en Europe a baissé de 12 % en un an

La production industrielle de la zone euro a reculé plus que prévu en décembre 2008, selon les chiffres publiés jeudi 12 février par l'Office européen des statistiques Eurostat. La production industrielle a diminué de 2,6 %, alors que les experts attendaient en moyenne une baisse de 2,1 % seulement. Pour l'ensemble de l'Union des Vingt-Sept, cette baisse a été de 2,3 % (rapport à novembre, et de 11,5 % en un an).

Plusieurs pays d'Europe annoncent des baisses de PIB brutales au quatrième trimestre 2008

Les statistiques trimestrielles de production économique globale montrent que plusieurs pays d'Europe ont vu leur PIB baisser de manière notable au dernier trimestre 2008. Le PIB de la Hongrie a baissé de 2,1 %, celui des Pays-Bas chute de 0,3 %. L'Espagne a annoncé une diminution supérieure à 8 % tandis que l'Autriche se maintient à -0,2 %.

Bourse

Les entreprises du CAC 40 ont versé 43 milliards de dividendes en 2008

En dépit de la crise, les sommes versées par dividende au rachat d'actions aux actionnaires du CAC 40 ont représenté 42,2 milliards d'euros en 2008, contre 47,2 milliards en 2007, selon la lettre spéciale Vermeiren sur les rachats d'actions, soit nettement diminué, tandis que les dividendes ont augmenté de 14,4 à 43 milliards d'euros contre 38 milliards, un an plus tôt - soit un taux de distribution moyen de 43,5 % de bénéfices. Des reculs prononcés aux Etats-Unis et en Europe sont prévus en 2009 du fait d'une anticipation d'une forte chute des bénéfices.

Commerce. Les échanges chinois avec l'Afrique ont légèrement baissé en 2008

La Chine a enregistré en 2008 un léger déficit de 30 milliards de dollars (la milliards d'euros) en raison de la flambée des coûts des matières premières. Les exportations chinoises vers l'Afrique ont représenté 50,8 milliards de dollars en 2008, contre 48,9 milliards en 2007. Les importations, principalement de pétrole, ont totalisé 56 milliards de dollars, soit - 5,4 % en glissement annuel.

Luze. Les ventes de montres et bijoux ont diminué en France en 2008

La Société S, qui compile les ventes de montres et bijoux précieux ou fantaisie de 1 500 points de ventes en France, a dévoilé jeudi 12 février une baisse de 15 % des volumes de bijoux vendus en France en 2008 à 64 millions d'euros, et de 7 % pour les montres, à 133 millions. Le marché recule en valeur, de 2 à 5,3 milliards d'euros - (AFP)

Social. L'équilibre entre la vie professionnelle et la vie familiale est un sujet de préoccupation

Quelque 97 % des parents salariés déclarent que l'équilibre entre la vie professionnelle et la vie familiale constitue un « sujet de préoccupation important », importent, selon un sondage de l'Institut français de l'observatoire de la parentalité en entreprise, rendu public jeudi 12 février (sondage effectué en ligne du 26 au 30 janvier auprès d'un échantillon de 1 005 salariés ayant des enfants de moins de 25 ans au foyer).

Conjoncture

100 milliards de dollars

La somme que le Japon confie au Fonds monétaire international

Le Japon avait promis de compléter les réserves dont dispose le Fonds monétaire international (FMI) à hauteur de 100 milliards de dollars en difficulté. Il le aura prêté, vendredi 13 février, à l'occasion de la réunion du G7 à Rome. Son ministre des finances Shoichi Nakagawa a signé avec Dominique Strauss-Kahn, le directeur général du FMI, un protocole mettant à la disposition du Fonds une ligne de crédit de 100 milliards de dollars (98 milliards d'euros). Le doublement prévus des 350 milliards de dollars de réserves du FMI - bien en amont après la contribution de prêts à l'Indonésie, à la Biélorussie, à l'Ukraine, à la Lettonie et au Pakistan - est donc en bonne voie. Ce prêt des versements de l'Union européenne, de la Chine et des Etats-Unis pour faire face aux demandes d'assistance qui se multiplient en Europe orientale, en Amérique latine et en Asie du Sud-Est. Alain Pajot

88 % de propriétaires et des millions de logements vides

Eclairage

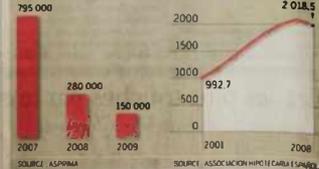
Le miracle espagnol - qui reposait beaucoup sur la construction, dont le poids représente 11 % du produit intérieur brut (PIB) contre 5,5 % en France - a pas résisté au séisme financier mondial.

Les ménages, qui sont à 88 % propriétaires et prévoient de le rester, ont vu leur endettement à taux variable, ont subi une énorme hausse de crédit en 2008. Les taux ont grimpé. Ceux qui avaient emprunté à des taux fixes en 2007 ont subi une hausse de 35 % en janvier 2009, le taux central européen (TCE) ayant en fin d'année, baissé sans cesse à cause de la crise, les mensualités moyennes de ces emprunts ont augmenté, depuis, brusquement redescendus à leur niveau initial.

La baisse des taux a temporairement encouragé les ménages, les endettements, mais ils sont frappés d'un autre côté par la fulgurante accélération du chômage, lequel a atteint 15,4 % de la population active en janvier 2009, contre 8,3 %, fin 2007. Les experts prévoient que il pourrait tourner 17 % des salariés en novembre 2009, le chômage augmentant à d'ailleurs déjà à l'extérieur des chômeurs endormis à attendre le paiement de la moitié de leur mensualité pendant deux ans de la porte, le 6 février, à trois ans. L'adynamisme de la construction, en Espagne, faisant jusque, en 2008, de ses voisins. Quel que soit, 13 millions de logements ont été bâtis entre 2003 et 2007, soit autant qu'au Royaume-Uni et en

Décrou

NOMBRE D'APPARTEMENTS CONSTRUITS



Allemagne et en France réunis. En 2007, encore, 795 000 logements neufs ont été édifiés, alors que les besoins sont estimés à moins de 400 000 par an. Et la chute est rude, puisque les constructeurs n'ont mis en chantier que 180 000 logements en 2008, et en envisagent pas plus de 150 000 en 2009.

Surproduction massive

La surproduction est massive. « Nous nous retrouvons avec plus de 500 000 appartements achevés et invendus », déplore José Manuel Galindo, le président de l'Association des promoteurs espagnols. Si l'on y ajoute les logements vendus achetés par des propriétaires qui ne veulent plus les vendre en raison d'une plus-value, ce sont plus d'un million de logements neufs ou récents qui sont à vendre, voire

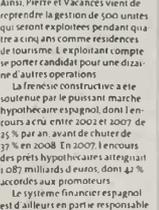
PRIX D'ACHAT AU M² EN EURO



35 millions, en incluant les logements anciens vides. Les logements nouveaux restent deserts, comme El Quimon à Seville, à 300 kilomètres au sud de Madrid. Prevu pour accueillir 400 000 personnes, il n'en héberge que 1 000. Ses habitants vivent dans une ville qui fait fantôme, qui compte 1 046 logements - les trois quarts vides.

« Notre situation, ressemble à ce qui se passe en France, dans les années 1990, avec des logements qui restent vides, les banques se obligées de va acheter et de gérer », explique Nicolas Diaz Saldaña, directeur général, pour la France de la banque Metrovostok. Au départ d'un stock d'immobilisés de plus de 4 milliards d'euros, que les banques espèrent louer avant de les vendre, aux beaux jours. Sur la Costa del Sol, 350 000 logements vides appar-

LE NOMBRE DE LOGEMENTS VIDES EN ESPAGNE



Il n'en reste de nos jours que 100 000 logements vides en Espagne. Les banques se obligées de va acheter et de gérer », explique Nicolas Diaz Saldaña, directeur général, pour la France de la banque Metrovostok. Au départ d'un stock d'immobilisés de plus de 4 milliards d'euros, que les banques espèrent louer avant de les vendre, aux beaux jours. Sur la Costa del Sol, 350 000 logements vides appar-

Il n'en reste de nos jours que 100 000 logements vides en Espagne. Les banques se obligées de va acheter et de gérer », explique Nicolas Diaz Saldaña, directeur général, pour la France de la banque Metrovostok. Au départ d'un stock d'immobilisés de plus de 4 milliards d'euros, que les banques espèrent louer avant de les vendre, aux beaux jours. Sur la Costa del Sol, 350 000 logements vides appar-

Isabelle Rey-Lefebvre